Par e-mail: https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/09/26/diminuer-la-demande-en-fossiles-de-25-d-ici-a-2030-une-tache-herculeenne-mais-indispensable-pour-limiter-le-rechauffement-affirme-l-aie 6191102 3244.html

Diminuer la demande en énergies fossiles de 25 % d'ici à 2030, « une tâche herculéenne » mais indispensable pour limiter le réchauffement, affirme l'AIE

L'Agence internationale de l'énergie appelle à tripler la production d'énergie renouvelable et estime que les consommations de charbon, de pétrole et de gaz pourraient décliner dans les prochaines années.

Par Perrine Mouterde

Publié le 26 septembre 2023

En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiait <u>la première feuille de route</u> globale visant à décarboner le secteur de l'énergie d'ici à 2050, passage obligé pour espérer limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Depuis, le système énergétique mondial a traversé une crise sans précédent, les émissions de gaz à effet de serre du secteur ont atteint un niveau record en 2022, et l'année 2023 s'annonce comme l'une des plus chaudes jamais enregistrées.

Forte de ces enseignements, l'organisation précise, <u>dans une actualisation du scénario « zéro émission nette » publiée mardi 26 septembre</u>, l'ampleur des efforts à accomplir, notamment d'ici la fin de la décennie, pour espérer revenir sur la bonne trajectoire. « *Maintenir le réchauffement sous la barre de 1,5 °C est la seule solution pour que l'on puisse continuer à vivre plus ou moins de la même manière*, rappelle le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol. *La voie vers cet objectif s'est encore rétrécie, mais le développement spectaculaire des énergies propres la maintient ouverte.* »

Deux secteurs, en particulier, laissent les experts penser qu'il est encore possible de respecter l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris. Le solaire, d'abord, qui progresse à un rythme inédit (+ 26 % en 2022) et dont la production pourrait dépasser celle du charbon dès 2027. Les transports, ensuite : il y a deux ans, un véhicule vendu sur vingt-cinq était électrique ; c'est un sur cinq aujourd'hui. « Dans ces secteurs, la croissance est parfaitement alignée avec ce que l'on prévoyait en 2021, observe Laura Cozzi, directrice perspectives à l'AIE. C'est ce type d'accélérations, dans le domaine des énergies propres, qui nous permet de dire que la consommation de charbon, de pétrole et de gaz va décliner d'ici à 2030 » — l'objectif des renouvelables étant bien de se substituer aux fossiles.

Pour la première fois, l'AIE estime, dans ce rapport, que la demande pour chacun de ces trois combustibles va atteindre un pic au cours des prochaines années, même sans évolution des politiques climatiques des Etats. « Si nous voulons limiter le réchauffement à 1,5 °C, la demande en combustibles fossiles doit diminuer de près de 25 % d'ici à 2030, insiste Fatih Birol. C'est une tâche herculéenne, mais elle n'est pas dictée par l'AIE, elle est dictée par la situation dans laquelle se trouve la planète. »

Tripler la capacité des renouvelables

L'organisation, <u>fondée à l'origine pour défendre les intérêts des pays importateurs d'or noir</u>, réaffirme également sans ambiguïté ce qu'elle a déclaré en 2021 : aucun investissement dans de nouvelles installations pétrolières ou gazières, ni dans de nouvelles centrales à charbon sans

solution de capture ou de stockage du carbone, ne doit être réalisé. Seules des dépenses liées à des infrastructures existantes ou à des projets déjà approuvés sont nécessaires pour éviter une transition trop brutale. Le rapport souligne même qu'un certain nombre de champs pétroliers ou gaziers devront être abandonnés de manière anticipée.

« L'AIE a confirmé à plusieurs reprises qu'aucun nouveau gisement de pétrole, de gaz ou de charbon n'est compatible avec l'objectif de 1,5 °C, et pourtant les pays du monde entier continuent d'approuver de nouvelles infrastructures fossiles », rappelle toutefois l'ONG Oil Change International.

Pour faire chuter les émissions liées à la combustion de fossiles, l'ONG recommande d'agir sur quatre leviers : tripler la capacité des renouvelables pour atteindre 11 000 gigawatts en 2030 ; gagner en efficacité en doublant le taux annuel d'amélioration de l'intensité énergétique ; réduire de 75 % les émissions de méthane du secteur ; accroître l'électrification.

Combinées, ces actions doivent permettre de réaliser 80 % des efforts nécessaires d'ici à 2030. « *Nous avons toutes les technologies qu'il faut pour réduire les émissions, il ne s'agit pas d'inventer des choses nouvelles* », insiste Laura Cozzi. L'AIE estime désormais que seules 35 % des réductions d'émissions attendues d'ici à 2050 sont liées à des technologies qui ne sont pas encore disponibles sur le marché, contre la moitié en 2021.

Par rapport à son précédent scénario, l'AIE a aussi revu à la baisse le rôle joué par certaines technologies, telles que le captage et stockage du CO2 (*carbone capture and storage* en anglais, CCS), en raison de progrès insuffisants réalisés ces dernières années. « *Le changement le plus important par rapport au rapport 2021 est la rétrogradation du piégeage du carbone, de l'hydrogène et des bioénergies, et la revalorisation des énergies renouvelables, de l'efficacité et de l'électrification », estime Dave Jones, responsable de l'analyse globale au sein du think tank Ember.*

Accélérer dès aujourd'hui

« Nous pensons toujours que nous aurons besoin du CCS, par exemple pour décarboner des industries comme celle du ciment, précise Timur Gül, chef de la division de la politique des technologies énergétiques à l'AIE. Mais, comme la mobilisation dans ce secteur n'est pas à la hauteur, nous avons revu nos attentes à la baisse. Nous espérons que cela poussera l'industrie à réagir. »

Revenir sur la bonne trajectoire impliquera une hausse continue des investissements dans le secteur des énergies propres – qui ont bondi de 40 % au cours des deux dernières années (1 800 milliards de dollars en 2022) – pour atteindre 4 500 milliards par an en 2030. Parmi les principaux défis liés à cette transition figurent aussi la demande croissante en matériaux critiques, le développement des réseaux électriques, la nécessité de réussir une transition juste et équitable, ou encore le renforcement de la coopération internationale malgré les tensions géopolitiques.

A quelques mois de la 28e conférence mondiale sur le climat (COP28), prévue à Dubaï fin novembre, et alors que les Etats sont appelés à réviser leurs engagements climatiques d'ici à 2025, l'AIE rappelle à quel point il est urgent d'accélérer dès aujourd'hui. L'organisation a étudié un scénario dans lequel l'action serait retardée : si les Etats échouent à muscler leur ambition, à mettre en œuvre leurs engagements et à fermer des infrastructures fossiles d'ici à 2030, 5 milliards de

tonnes de CO2 devront être retirées de l'atmosphère chaque année au cours de la seconde moitié du siècle, soit l'équivalent des émissions annuelles du secteur énergétique américain.

« D'ici à la COP28, la question que tous les gouvernements doivent se poser est simple, résume Laura Cozzi : voulons-nous dépasser la barre de 1,5 °C pendant des décennies, en espérant qu'un jour un déploiement massif des technologies de captage de carbone puisse nous permettre de repasser au-dessous ? » Ces technologies, coûteuses, n'ont pour l'instant pas fait leurs preuves à grande échelle.